



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 30/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LIDL

**ECOPARC DES CETTONS
ZAC CETTONS 2
78570 CHANTELOUP-LES-VIGNES**

Références : -

Code AIOT : 0006514058

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2024 dans l'établissement LIDL implanté ECOPARC DES CETTONS ZAC CETTONS 2 78570 CHANTELOUP-LES-VIGNES. L'inspection a été annoncée le 11/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIDL
- ECOPARC DES CETTONS ZAC CETTONS 2 78570 CHANTELOUP-LES-VIGNES
- Code AIOT : 0006514058
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société « LIDL » exploite sur la commune de Chanteloup-les-Vignes un entrepôt logistique et y exerce des activités de réception, stockage, préparation des commandes et l'expédition des produits à destination des magasins (marchandises diverses et de consommation courante). Le site est constitué de 2 bâtiments :

- bâtiment A de 39000m², mis en service en 2012 et ne comportant plus que des cellules à température ambiante ;
- bâtiment B de 24000m², mis en service en 2022 et exclusivement frigorifique. Des panneaux photovoltaïques sont implantés en toiture de ce bâtiment.

Le site, qui accueille environ 226 salariés, fonctionne sans interruption, sauf entre le samedi à partir de 22h et jusqu'au dimanche 22h. Un gardiennage est en place en permanence.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- REACH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Recharge de batteries	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Dispositif d'isolement des réseaux	AP Complémentaire du 03/07/2020, article 8.5.2 et 4.2.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Version synthétique de l'état des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
16	Panneaux photovoltaïques	AP Complémentaire du 03/07/2020, article 9.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
17	Moyens de lutte et de protection contre l'incendie	AP Complémentaire du 03/07/2020, article 8.8.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 03/07/2020, article 1.2.1	Sans objet
2	Eau de refroidissement	AP Complémentaire du 03/07/2020, article 4.4.4	Sans objet
3	Mesures périodiques des niveaux sonores	AP Complémentaire du 03/07/2020, article 7.2.3	Sans objet
4	Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation	AP Complémentaire du 03/07/2020, article 7.2.2	Sans objet
5	Valeurs Limites d'émergence	AP Complémentaire du 03/07/2020, article 7.2.1	Sans objet
6	Dispositifs de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
7	Localisation des zones à risques	AP Complémentaire du 03/07/2020, article 8.2.1	Sans objet
10	Tenue et disponibilité de l'état des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Sans objet
11	Contenu de l'état des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Sans objet
14	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
15	Etude des flux thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1 de l'annexe VIII	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de mettre en évidence que l'exploitant a une bonne connaissance des prescriptions qui sont applicables à son installation, y compris les évolutions suite à l'incendie chez Lubrizol.

L'inspection est correctement entretenue et fait l'objet de procédures qui sont connues et suivies.

Quelques non-conformités ont cependant été relevées. Il conviendra d'apporter des éléments de réponse, en particulier à celle relative au bassin étanche végétalisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/07/2020, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation
1510-1	A	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant: 1. Supérieur ou égal à 300 000 m ³	Volume des entrepôts : 454 702 m³ Superficie des cellules Cellule 1 : 5 997 m ² Cellule 2 : 5 957 m ² Cellule 3 : 5 793 m ² Cellule 4 : 5 908 m ² Cellule 5a : 2 057 m ² Cellule 5b : 4 819 m ² Cellule 6 : 4 000 m ² Hauteur de stockage maximum : Cellules 1, 2 et 5b : 6,9 m Cellules 3 et 4 : 11,9 m Cellule 6 : 4,5 m Quantité de produits combustibles maximale autorisée : 15 500 Tonnes
1450-1	A	Solides inflammables (stockage ou emploi de). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant: 1. Supérieure ou égale à 1 tonne	4 tonnes (en containers)

2921-a	E	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de):</p> <p>a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW</p>	<p>Deux condenseurs évaporatifs Air/Eau à l'ammoniac implantés en toiture de la salle des machines</p> <p>Puissance totale : 4 500 kW</p>
1511-3	DC	<p>Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs, de la p r é s e n t e nomenclature. Le volume susceptible d'être stocké étant:</p> <p>3. Supérieur ou égal à 5 000 m³, mais inférieur à 50 000 m³</p>	<p>Volume susceptible d'être stocké : 40 010 m³</p> <p>Superficie des cellules :</p> <p>Cellule 7 : 4 490 m² (froid négatif)</p> <p>Cellule 8 : 2 662 m² (froid positif)</p> <p>Cellule 9 : 5 587 m² (froid positif)</p> <p>Cellule 10 : 5 025 m² (froid positif)</p> <p>Hauteur de stockage maximum :</p> <p>Cellules 7: 14,4 m</p> <p>Cellule 8: 4,5 m</p> <p>Cellule 9 : 14,4 m</p> <p>Cellule 10 : 4,5 m</p>
2714-2	D	<p>Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de d é c h e t s n o n dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant:</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³</p>	<p>Volume susceptible d'être présent dans les installations : 700 m³</p>

		<p>000 m³</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³</p>	
2718-2	DC	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation est a n t supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation est a n t supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges 2. Autres cas</p>	<p>Quantité susceptible d'être présente dans les installations : 0,95 Tonne</p>
2910-A	DC	Combustion à l'exclusion des activités	<p><u>Bâtiment A :</u></p> <p>chaudière au gaz de 1,9</p>

		<p>l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est:</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW</p>	<p>chaudière au gaz de 1,9 MW</p> <p>groupe électrogène de 0,89 MW</p> <p>Bâtiment B</p> <p>groupe électrogène de 1,2 MW</p> <p>Puissance Totale : 3,99 MW</p>
--	--	--	--

		<p>inférieure à 50 MW</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	
2925-1	D	<p>A c c u m u l a t e u r s électriques (ateliers de charge d'):</p> <p>1. Lorsque la charge p r o d u i t d e l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW</p> <p>2. Lorsque la charge ne p r o d u i t p a s d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n°2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs</p>	<p>Bâtiment A : Puissance de 336 kW</p> <p>Bâtiment B : Puissance de 600 kW</p> <p>Puissance totale : 936 kW</p>
4320-2	D	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2,	Quantité susceptible d'être présente dans les installations : 24 tonnes

		catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant: 1. Supérieure ou égale à 150t 2. Supérieure ou égale à 15t et inférieure à 150t	24 tonnes
4510	DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100t 2. Supérieure ou égale à 20t mais inférieure à 100t	Quantité susceptible d'être présente dans les installations : 91 tonnes
4735-1	DC	Ammoniac. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : a) Supérieure ou égale à 1,5 t b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t. 2. Pour les récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg : a) Supérieure ou égale à 5t b) Supérieure ou égale	Volume susceptible d'être présent dans les installations : 1,40 tonne

		b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 5t	
4755-2	DC	<p>Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.</p> <p>1. La quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 5000t</p> <p>2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 %: la quantité susceptible d'être présente étant:</p> <p>a) Supérieure ou égale à 500 m³</p> <p>b) Supérieure ou égale à 50 m³</p>	<p>Volume susceptible d'être présent dans les installations : 100 m³</p>

Constats :

Par courrier du 03/08/2023, l'exploitant a déposé un porter à connaissance intitulé « PAC N°3 MISE A JOUR EN FIN DE CHANTIER » qui a pour objectif de présenter les ajustements apportés à l'installation suite à la fin de la construction du bâtiment B.

La construction de ce bâtiment avait déjà fait l'objet d'un porter à connaissance déposé le 03/03/2020 et complété par courriels du 8, 24 avril et 28 mai 2020. L'instruction avait motivé la mise à jour des prescriptions applicables au site à travers la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire du 03/07/2020.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 02/11/2020 est venu ensuite encadrer la mise en place de panneaux photovoltaïques sur le bâtiment B, suite au porter à connaissance déposé le 30/09/2020.

Le PAC n°3 susvisé est en cours d'instruction et fera l'objet d'un retour spécifique de l'inspection en parallèle du présent rapport.

Ce PAC évalue notamment l'impact sur le classement ICPE du site notamment au regard de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié et du décret du 24/09/2020 qui entraînent des évolutions dans la manière d'examiner le classement au titre des rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663. Selon le dossier, le bâtiment A constitue une IPD (Installations, Pourvue d'une toiture, Dédiée au stockage) relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 1510-1, tandis que le bâtiment B constitue une IPD distincte concernée par les rubriques 1511 (cellules 7 à 10), 2714 et 2718 en déclaration (pool recyclage). L'installation relèverait par ailleurs toujours :

- du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 1450 (Stockage ou emploi de solides facilement inflammables) à hauteur de 4t ;
- du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2921, à hauteur de 4 120 kW.

Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que les travaux de modernisation du bâtiment A prévus dans le PAC déposé en mars 2020 (principalement la transformation des cellules frigorifiques en cellules sèches) étaient en cours et devraient être achevés d'ici mars 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Eau de refroidissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/07/2020, article 4.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Suites issues de l'inspection précédente (24/01/2018)

Prescription contrôlée :

La quantité d'eau de refroidissement rejetée doit être mesurée annuellement ou à défaut évaluée à partir d'un bilan matière sur l'eau, tenant compte notamment de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique.

Constats :

Lors de la précédente inspection (24/01/2018), il avait été demandé à l'exploitant de :

- réaliser, sous un délai de trois mois, des analyses sur le rejet des eaux de refroidissement et de transmettre, dès réception, le rapport d'analyse accompagné si nécessaire des mesures prises en cas de dépassement des seuils ;
- mesurer la quantité d'eau de refroidissement rejetée annuellement ou à défaut évaluée à partir d'un bilan matière sur l'eau, en tenant compte notamment de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique.

Ces obligations sont issues de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/02/2012 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29/11/2010. Les prescriptions issues de ces arrêtés ont été abrogées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 03/07/2020. Ce dernier fixe que les eaux de refroidissement fonctionnent en circuit fermé. Dès lors, la surveillance de la qualité des eaux de refroidissement n'est plus nécessaire (la prescription n'a pas été reprise). En revanche, l'article 4.4.4 prévoit bien que la quantité d'eau de refroidissement rejetée soit évaluée annuellement.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les relevés mensuels permettant d'évaluer la quantité

d'eau de refroidissement rejetée. Par courriel du 20/07/24, l'exploitant a transmis les compte-rendus de relevé réalisés entre le 08/01/24 et le 17/06/24 ainsi que le tableau de suivi 2023 et 2024. Selon ces documents 8598m3 d'eau ont été rejetés en 2023 et 1680m3 entre janvier et juin 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures périodiques des niveaux sonores

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/07/2020, article 7.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Suites issues de l'inspection précédente (24/01/2018)

Prescription contrôlée :

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les cinq (5) ans.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Constats :

L'exploitant présente le rapport de contrôle des niveaux sonores. Les mesures ont été réalisées du 15 au 16 mai 2024 via 6 points au sein du périmètre ICPE du site (bâtiment A et B).

Les précédentes campagnes de mesure ont été réalisées en 2019 et en 2014.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/07/2020, article 7.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Suites issues de l'inspection précédente (24/01/2018)

Prescription contrôlée :

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	Périodes de jour allant de 7 h à 22 h (sauf dimanche et jours fériés)	Périodes de nuit allant de 22 h à 7 h (ainsi que les dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB (A)	60 dB (A)

Constats :

Lors de la précédente inspection, il avait été relevé que le rapport de contrôle des niveaux sonores de novembre 2014 mettait en évidence un dépassement d'émergence en période nocturne (1,5 dB(A)) au niveau d'un point de mesure situé dans une zone où le niveau de bruit ambiant est très faible. Il avait été demandé à l'exploitant de rechercher les origines du dépassement des niveaux sonores en période nocturne et de rechercher les améliorations susceptibles d'être apportées sur le site.

Le rapport de contrôle des niveaux sonores de mai 2024 relève un dépassement en niveau sonore en période nocturne (de 3 dB(A)) au niveau du point 1. Ce point est impacté par les camions du site et les condenseurs de l'entrepôt voisin.

L'exploitant n'envisage pas à ce stade des actions pour respecter la limite réglementaire.

A noter que selon l'exploitant, les habitations les plus proches sont situées de l'autre côté de la voie ferrée, soit à plus de 650m.

En l'absence de plainte pour nuisances sonores, il n'est pour le moment pas envisagé de demander à l'exploitant de mettre en œuvre des mesures pour améliorer la situation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Valeurs Limites d'émergence

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/07/2020, article 7.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Suites issues de l'inspection précédente (24/01/2018)

Prescription contrôlée :

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Périodes	Périodes de jour allant de 7 h à 22 h (sauf dimanche et jours fériés)	Périodes de nuit allant de 22 h à 7 h (ainsi que les dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB (A)	60 dB (A)

Constats :

L'exploitant a indiqué que l'émergence n'a pas été mesurée lors de la dernière campagne de mesure car il n'est pas possible d'arrêter complètement l'activité (réseau de froid principalement).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositifs de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Suites issues de l'inspection précédente (24/01/2018)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection, l'exploitant avait déclaré procéder à des contrôles en interne des dispositifs de protection contre la foudre en réalisant des relevés sur les compteurs de coup de foudre (7 parafoudres installés). Il avait cependant précisé ne pas réaliser de suivi écrit des différentes vérifications réalisées sur ces équipements (papier ou dématérialisé). Il avait donc été demandé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de mettre en place une consigne écrite pour le contrôle des boîtiers « coup de foudre » ; • un suivi (matérialisé ou dématérialisé) des contrôles réalisés sur les compteurs de coup pour les agressions de la foudre sur le site. <p>L'exploitant explique que les compteurs foudre étaient initialement relevés lors de la ronde des agents de sécurité.</p> <p>Ce contrôle est désormais intégré aux rondes hebdomadaires de l'équipe maintenance.</p> <p>L'exploitant présente la consigne relative au contrôle des boîtiers coup de foudre ainsi que le tableau de suivi des relevés. Aucun coup n'a été relevé sur l'ensemble des dispositifs (6 pour le bâtiment A et 5 pour le bâtiment B) depuis la mise en place de ce fichier de suivi.</p> <p>A la demande de l'inspection, le relevé d'un compteur du bâtiment B a été réalisé : celui-ci indiquait 0.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/07/2020, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Suites issues de l'inspection précédente (24/01/2018)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>[...]</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection, il avait été constaté l'absence de marquage à l'entrée du local de charge et/ou dans le local de charge indiquant que la zone était susceptible d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion (ATEX). Il a donc été demandé à l'exploitant de mettre en place un affichage clairement visible (pictogramme) à l'entrée des zones susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.</p> <p>Chaque bâtiment dispose d'un local de charge dédié.</p> <p>L'exploitant présente la consigne « sécurité engins » qui rappelle les règles de conduites des chariots élévateurs. Un paragraphe relatif au risque ATEX est intégré. L'interdiction d'utilisation de téléphone n'est pas associée à ce paragraphe mais est prévue par la procédure car cette interdiction vaut pour l'enceinte globale du site.</p> <p>L'inspection constate que cette procédure ainsi que des pictogrammes ATEX sont affichés au niveau des 2 locaux de charge.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Recharge de batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque industriel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un</p>

stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone. [...]
Constats : Les chariots utilisés au niveau des zones de stockage produisent de l'hydrogène et sont chargés dans des locaux dédiés. Néanmoins, l'inspection a constaté la présence de petites zones de charge à proximité des quais de chargement/déchargement. L'exploitant a indiqué que seuls les chariots dédiés au chargement/déchargement étaient susceptibles d'être chargés dans ces zones.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Conclusion : Des zones de charge pour chariots sont implantées à proximité des quais de chargement/déchargement. L'exploitant devra justifier que la charge de ces chariots ne produit pas de gaz.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Dispositif d'isolement des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/07/2020, article 8.5.2 et 4.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Suites issues de l'inspection précédente (24/01/2018)
Prescription contrôlée : Article 8.5.2 : « [...] L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, (eaux d'extinction, produits liquides déversés ...) est collecté grâce à un volume de rétention disponible sur site d'au moins 2 583 m3. Les rétentions disponibles sur le site sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • le bassin étanche n°1 de 2 227 m3 au sud-ouest du bâtiment A ; • le bassin étanche n°4 de 100 m3 au nord du bâtiment A ; • le bassin étanche n°3 de 1 200 m3 au nord du bâtiment A ; • le bassin étanche de 1 686 m3 au sud du bâtiment B qui a une surverse vers le bassin étanche n°1 du bâtiment A ; • les quais du bâtiment A uniquement en cas d'incendie dans le bâtiment A et si nécessaire. Les vannes de barrage et les pompes de relevage sont asservies au système sprinkleur et à la détection d'incendie (pour les locaux non pourvus de sprinklage). Les dispositions à prendre pour le confinement des eaux polluées font l'objet d'une consigne écrite, affichée dans l'établissement à l'attention du personnel et sont portées à la connaissance des services d'incendie et de secours. Le rejet dans le milieu naturel des effluents collectés n'est admis qu'après vérification du respect des valeurs limites de rejet fixées dans le présent arrêté. A défaut, ils devront être éliminés dans des filières appropriées. »
Article 4.2.6 :

« Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport aux bassins d'infiltration. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. »

Constats :

Lors de la précédente inspection, il avait été relevé que :

- l'exploitant ne disposait pas de suivi pour les essais d'isolement du site avec les vannes martellières et/ou les postes de relevage ;
- aucun affichage ne signalait la présence de vannes martellières.

Il avait donc été demandé de:

- mettre en place un affichage signalant les vannes d'isolement et les postes de relevage, clairement visible et facilement accessible ;
- mettre en place une procédure écrite facilement accessible, pour les dispositions à prendre pour le confinement des eaux polluées ;
- d'afficher le sens de fermeture et/ou d'ouverture de la vanne d'isolement (flèche...) ;
- de faire un suivi (papier ou dématérialisé) des essais réalisés pour l'isolement du site avec le milieu naturel (bassins d'infiltrations).

L'exploitant présente la procédure de mise en œuvre des vannes martellières. La fermeture automatique des vannes est asservie à la détection incendie. La fermeture peut également être actionnée manuellement via un bouton au niveau de chaque vanne ou via une manivelle.

En cas de sinistre, l'équipe maintenance ou les pompiers sont tenus de s'assurer de la fermeture des vannes.

L'exploitant présente également le fichier de suivi des tests manuels réalisés par l'équipe maintenance dans le cadre de leurs rondes (mis en place depuis le 11/09/2018).

Le dernier test réalisé le 02/07/2024 a mis en évidence un dysfonctionnement au niveau de la commande manuelle de la vanne 3 (située entre les bassins étanches 3 et 4). Une première intervention a permis d'identifier que le problème n'était pas d'origine électrique. L'intervention du fournisseur de l'équipement est donc nécessaire. L'exploitant a présenté le devis (n°YOFRO-EL-2024-07-00493301) signé du 18/07/24. La date d'intervention n'est pas connue à ce jour.

L'exploitant a précisé que le dysfonctionnement porte sur l'asservissement automatique et à la commande manuelle mais que la vanne est manœuvrable via la manivelle. Dès lors, l'isolement du bassin est encore opérationnel.

L'inspection constate qu'un affichage a été mis en place au niveau de chaque vanne (signallement des emplacements des vannes et procédure).

A la demande de l'inspection, la vanne 3 a été manœuvrée manuellement via la manivelle et la vanne n°2 a été fermée via la commande manuelle.

L'inspection a également constaté :

- le bon état du liner du bassin étanche du bassin étanche n°1 (sud-ouest du bâtiment A) ;
- le bon état du liner du bassin étanche n°4 (nord du bâtiment A) ;
- la présence d'algues dans le bassin étanche n°3 (nord du bâtiment A) et du bon état de la

- partie visible du liner du bassin ;
- que le bassin de rétention au sud du bâtiment B est végétalisé et présente également des trous creusés par des lapins. L'exploitant indique qu'il s'agit d'un bassin étanche végétalisé.

A noter que le porter à connaissance relatif à la construction du bâtiment B, déposé le 03/03/2020, prévoit bien une fonction de rétention pour ce bassin mais ne mentionne pas qu'il sera végétalisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conclusion : Le bassin de rétention situé au sud du bâtiment B est végétalisé et présente des trous creusés par des lapins. Le caractère étanche de ce bassin et sa capacité à assurer la rétention des eaux d'extinction restent à démontrer. Dans le cas où le bassin ne serait pas étanche, l'exploitant devra mettre en oeuvre des mesures compensatoires pour assurer la disponibilité du volume de rétention suffisant.

Il conviendra également de :

- prévoir le curage du bassin étanche n°3 ;
- finaliser les réparations de la vanne martellière n°3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Tenue et disponibilité de l'état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

<p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les entrées et sorties de produits dans l'entrepôt sont scannées par les opérateurs et ainsi automatiquement enregistrés dans l'ERP dédié. Cet ERP alimente ensuite 2 fois par jour (à 13h et à minuit) l'état des stocks, présenté par l'exploitant.</p> <p>Cet état des stocks est accessible à tout moment, y compris en cas de sinistre et/ou de perte d'électricité sur site. Le serveur associé est situé dans une autre région.</p> <p>4 inventaires physiques sont réalisés par an.</p> <p>Les fiches de données de sécurité (FDS) sont facilement accessibles depuis l'état des stocks. Par échantillonnage, la FDS du produit « W5 eau de javel » du 08/01/21 est consultée lors de l'inspection (en français et au format des règlements CLP et REACH).</p> <p>L'inspection constate la cohérence des pictogrammes de sécurité apposés sur l'étiquetage du produit avec ceux prévus par la FDS.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant présente un plan général des stockages dans les 2 bâtiments, dans leur version actuelle et à l'issue des travaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Contenu de l'état des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p>

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

Constats :

L'état des stocks présenté par l'exploitant permet :

- de connaître la nature (référence article, description et mentions de danger associées), la quantité et l'emplacement des produits présents dans chaque cellule ;
- de comparer instantanément le volume réel au volume maximal autorisé par rubrique dans l'arrêté préfectoral.

De nouvelles fonctions de l'outil sont en cours de déploiement :

- réalisation d'export par cellule ;
- vérification automatique de la règle de cumul pour le calcul SEVESO ;
- historique des stocks passés.

Par échantillonnage, l'inspection a relevé via l'état des stocks :

- qu'aucun produit relevant de la rubrique 1450 (solides inflammables) n'était stocké sur site le jour de l'inspection ;
- la présence de 16,219 t de produits relevant de la rubrique 4320 (aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 ou liquides inflammables de catégorie 1) ;
- la présence de 72,598 t de produits relevant de la rubrique 4510 (dangereux pour l'environnement), majoritairement de la javel ;
- la présence de 8,418 t de produits relevant de la rubrique 4331 (liquides inflammables de catégorie 2 ou 3) ;
- la présence de 0,676 t de produits relevant de la rubrique 4321 (Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1).

Ces contrôles par sondage n'ont pas mis en évidence de dépassement des seuils autorisés.

La cohérence de l'emplacement indiqué dans l'état des stocks et l'emplacement réel a été contrôlé pour les produits suivants :

- laque en aérosol, référence 5245, emplacement C3-sec 065250 ;
- désodorisant en aérosol, référence 01516080020, emplacement C3-sec 065032 ;
- eau de javel parfumée, référence 01515520006, emplacement C3-sec 65080 ;
- eau de parfum, emplacement C1 NF action 23046
- vin, cellule 3.

Concernant les déchets, l'exploitant considère par défaut le volume maximum autorisé.

Les déchets récupérés sur site relevant de la rubrique 2718 (installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux) correspondent à des piles. Dès lors que 2 fûts sont pleins, un enlèvement est réalisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Version synthétique de l'état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : L'exploitant présente une version synthétique de l'état des stocks qui permet de retrouver : <ul style="list-style-type: none">• la rubrique ICPE concernée ;• l'intitulé du produit et un intitulé « grand public » ;• la quantité autorisée et la quantité réelle. L'emplacement n'est cependant pas précisé. L'exploitant indique que cette version de l'état des stocks synthétique sera à terme remplacé par l'extraction par cellule.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Conclusion : La version synthétique de l'état des stocks destinée à répondre aux besoins d'information de la population ne précise pas l'emplacement des produits.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.

Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.
<p>Constats :</p> <p>Selon l'exploitant, les produits dangereux sont majoritairement stockés en cellule 3 du bâtiment A. Lorsque les produits entrent dans l'entrepôt, l'ERP désigne à l'opérateur l'emplacement vers lequel ranger le produit. Ces emplacements ont été planifiés à l'avance en tenant compte des spécificités des produits. En particulier, les aérosols sont stockés au sein d'une zone grillagée.</p> <p>Sur site, l'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> la laque en aérosol, référencée 5245, est stockée au sein de la zone grillagée de la cellule 3 ; le désodorisant en aérosol, référencé 01516080020, est stocké en dehors de la zone grillagée de la cellule 3 ; la fermeture des portes de la zone grillagée n'est pas asservie à la détection incendie. A la demande de l'inspection, un test de la fermeture d'une porte est réalisé : la porte se ferme facilement.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Conclusion : L'ensemble des aérosols, susceptibles d'augmenter et/ou d'aggraver les phénomènes dangereux qui peuvent se produire sur le site et/ou de compliquer l'intervention du SDIS, ne sont pas stockés au sein de la zone grillagée prévue à cet effet.</p> <p>Par ailleurs, la fermeture des portes de la zone grillagée n'est pas asservie à la détection incendie. L'exploitant devra étudier la possibilité de mettre en place cet asservissement et, en cas d'impossibilité technico-économique, mettre en place les mesures nécessaires pour garantir la fermeture de la zone grillagée en cas d'incident et ainsi limiter les risques d'effet missile.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p>

Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m ³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.
Constats : L'état des stocks ne fait apparaître aucun produit à mention de danger H224.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Etude des flux thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1 de l'annexe VIII
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m ² . Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.
Constats : L'étude des flux thermiques a été réalisée dans le cadre du PAC de 2020 relatif à la création de bâtiment B.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Panneaux photovoltaïques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/07/2020, article 9.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Prescription contrôlée : Prescription issue de l'article 3 de l'APC du 02/11/2020 complétant les prescriptions de l'APC du 03/07/2020

« [...] Le cheminement des câbles DC (courant continu) se fait uniquement en extérieur avec une protection mécanique. Ils pénètrent directement dans le local onduleur sans passage par les cellules de l'entrepôt ou les locaux sociaux et bureaux.

Le local onduleur associé à l'installation est réalisé dans le bloc technique du bâtiment B, dans un local REI120, avec porte extérieure EI60. L'exploitant met en place une signalétique facilement visible des services de secours en cas d'intervention sur le site.

[...] L'exploitant met en place un dispositif de mise hors tension de l'installation de production d'énergie renouvelable, au plus près de la chaîne photovoltaïque avec un affichage bien visible pour permettre une intervention rapide des services de secours pour la coupure générale et simultanée de l'ensemble des onduleurs. De plus, l'exploitant met en place une signalétique bien visible des services de secours en cas d'intervention précisant clairement :

- la présence de deux sources de tension (réseau de distribution et panneaux photovoltaïques) ;
- le lieu de stockage du dossier technique des installations de production d'énergie renouvelable ;
- les dangers liés au risque photovoltaïque (pictogramme) à l'extérieur du bâtiment, à l'accès des secours, aux accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques dédiés à l'énergie photovoltaïque et sur les câbles DC un marquage permettant d'identifier rapidement le câble sur toute sa longueur.

Une signalétique (plans schématiques de l'installation de production d'énergie renouvelable), comportant l'emplacement des locaux techniques, des panneaux photovoltaïques, des dispositifs de coupure et des commandes d'équipements de sécurité est affichée sur le site et facilement accessibles des services de secours en cas d'intervention. »

Constats :

L'inspection a pu constater que :

- le cheminement des câbles DC est réalisé en extérieur avec une protection ;
- le cheminement des câbles DC en toiture rejoint une gaine qui passe en façade du bâtiment ;
- un affichage reprenant des consignes de sécurité et des pictogrammes de danger est apposé à l'entrée du local onduleur ;
- 2 dispositifs de mise hors tension des panneaux photovoltaïques sont implantés : l'un à l'entrée du local onduleur et l'autre au niveau des escaliers d'accès à la toiture. Néanmoins, ces dispositifs ne sont pas signalés.

De plus, l'exploitant a indiqué que les documents relatifs à l'installation (plans schématiques de l'installation de production d'énergie renouvelable, emplacement des locaux techniques, des panneaux photovoltaïques, des dispositifs de coupure et des commandes d'équipements de sécurité) sont tenus à disposition des services de secours. Cependant, aucune signalétique n'est affichée sur site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conclusion : Les dispositifs de mise hors tension de l'installation de production d'énergie renouvelable ne font pas l'objet d'un affichage visible permettant une intervention rapide des services de secours pour la coupure générale et simultanée de l'ensemble des onduleurs.

Aucune signalétique, comportant l'emplacement des locaux techniques, des panneaux photovoltaïques, des dispositifs de coupure et des commandes d'équipements de sécurité, n'est affichée sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Moyens de lutte et de protection contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/07/2020, article 8.8.2

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque industriel

Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

[...]

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous (liste non exhaustive) :

<u>Type de matériel</u>	<u>Fréquence minimale de contrôle</u>
Extincteur	Annuelle
Robinetts d'incendie armés (RIA)	Annuelle
Système d'extinction automatique à eau (sprinkler)	Semestrielle
Installation de détection incendie	Semestrielle
Installations de désenfumage	Annuelle
Portes coupe-feu	Annuelle
Installation de détection ammoniac	Annuelle
Vannes d'isolement et/ou pompe de relevage	Annuelle
Séparateurs d'hydrocarbures	Annuelle
Installations de désenfumage des combles (cellules froides)	Annuelle

<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection, un test de fermeture des portes coupe-feu suivantes a été réalisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • n°21 : non autorisé par l'exploitant car cette porte présente un dysfonctionnement (asservissement non fonctionnel). Les démarches pour les réparations sont lancées ; • n°15 : test concluant. <p>L'inspection relève également que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • selon le macaron apposé au niveau du boîtier du système de désenfumage de la cellule C3, le dernier contrôle a été réalisé en octobre 2023. Le plan des cantons est affiché ; • les derniers contrôles et essais sur le sprinklage au niveau de la cellule 3 ont été réalisés les 2 et 10 juillet 2024 • une intervention était en cours au niveau du local sprinklage du bâtiment A. Le tableau de suivi des tests était régulièrement renseigné.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Conclusion : La porte coupe-feu n°21 présente un dysfonctionnement qu'il convient de résoudre (fermeture à asservir à la détection incendie)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>